



Le Niger (1 267 000 km²) est un pays fortement enclavé et soumis à de rudes conditions climatiques. En année normale, seulement 1 % du territoire national bénéficie d'une pluviométrie supérieure à 600 mm et 10 % d'une pluviométrie comprise entre 350 et 600 mm. La population, estimée à environ 10 millions d'habitants est en forte croissance (3,3 % par an). Majoritairement jeune et rurale (à 85 %), elle se concentre à 75 % dans la zone sud du pays, la plus arrosée. Il en résulte une forte pression sur les ressources naturelles.

UNE ÉCONOMIE TRÈS PAUVRE ET VULNÉRABLE...

L'économie nigérienne est essentiellement rurale (le secteur primaire représente 40 % du PIB) et un seul produit (l'uranium) représente encore aujourd'hui 35 % de la valeur des exportations. L'économie est très vulnérable aux chocs exogènes (pluviométrie, termes de l'échange, variations des aides extérieures) et le secteur moderne ne représente que 25 % du PIB. En dépit des progrès réalisés en matière de libéralisation de l'économie, de lutte contre l'inflation et d'amélioration de la pression fiscale, les performances économiques et financières de la période 1994-2000 restent insuffisantes pour la croissance et la réduction de la pauvreté. La croissance réelle annuelle moyenne du PIB (2,5 %) est légèrement inférieure à celle de la population (3,3 %).

Bien qu'il n'existe pas d'évaluation récente et précise du niveau de pauvreté (63 % de la population était pauvre en 1993), le Niger est considéré comme un des pays les plus pauvres du monde avec un PIB par habitant de 167 \$ en 2000. Il occupe la 173^e place sur les 174 pays au regard de l'indicateur de développement humain du PNUD. L'espérance de vie (48 ans), le taux de mortalité infantile (123 ‰), le taux d'alphabétisation (estimé à 20 %) et le taux brut de scolarisation primaire (37 % pour les garçons et 25 % pour les filles) expliquent en grande partie cette place. Ces indicateurs se sont néanmoins améliorés ces dix dernières années.

Les études et les enquêtes disponibles mettent en évidence que la malnutrition protéino-énergétique, la carence en vitamine A et en fer, et les troubles dus à la carence en iode constituent les principaux problèmes nutritionnels. Cette situation constitue l'une des causes de la mortalité infantile, dont le taux est l'un des plus élevés au monde. L'état nutritionnel de la population s'est considérablement dégradé au cours des dernières années.

... FONDÉE SUR UNE AGRICULTURE D'AUTOSUBSISTANCE

À l'exception de quelques cultures de rente (oignon, niébé, souchet, arachide...), l'agriculture est caractérisée par une produc-

tion de subsistance qui est par nature extrêmement sensible aux aléas climatiques et repose sur des équilibres écologiques de plus en plus fragiles, en raison de la forte pression démographique. L'élevage constitue la principale source de revenus pour une partie importante de la population à travers la production de viande, la vente de bétail sur pied et de produits secondaires (lait, fromage, cuirs, etc), le transport et l'exhaure de l'eau. La concurrence entre l'agriculture et l'élevage dans l'utilisation des espaces génère souvent des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs.

La pauvreté et la faible croissance du marché interne sont des contraintes fortes au développement de l'agriculture. Le Nigeria qui est la principale destination des exportations agricoles fournit une partie des céréales nécessaires pour combler le déficit nigérien.

L'insécurité alimentaire chronique ou structurelle, résulte essentiellement du caractère massif de la pauvreté. Celle-ci est d'autant plus prégnante que le secteur agro-pastoral, qui emploie plus de 80 % de la population active, est confronté à de fortes contraintes et que la richesse créée par les autres secteurs d'activité est peu dynamique et inégalement répartie. L'insécurité alimentaire des ménages nigériens relève davantage de problèmes d'accessibilité (insuffisance de revenu) que de disponibilité des denrées sur les marchés. L'insécurité alimentaire conjoncturelle est due aux difficultés alimentaires qui affectent périodiquement certaines catégories de la population et dont l'intensité est variable.

La stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), adoptée par le gouvernement à la fin de l'année 2001, fixe des objectifs ambitieux de croissance économique, de réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, de l'accès des pauvres aux services sociaux de base. Elle a pour objectif de réduire le pourcentage de pauvres à 50 % en 2015 par : (i) une croissance économique durable et soutenue; (ii) un développement des secteurs productifs; (iii) un accès garanti des pauvres aux services sociaux de base; (iv) un renforcement des capacités humaines et institutionnelles, la promotion d'une bonne gouvernance et la décentralisation.

Dans le prolongement de la SRP, une stratégie de développement rural (SDR) en cours d'élaboration servira de cadre de référence pour l'ensemble des politiques publiques concernant le secteur rural. Elle retient trois axes stratégiques : (i) création des conditions d'une croissance économique durable en milieu rural par un accès des producteurs aux opportunités économiques; (ii) sécurisation des conditions de vie des populations par la gestion durable des ressources naturelles et une meilleure sécurité alimentaire; (iii) amélioration de la gestion du secteur rural par le renforcement des capacités des organisations rurales.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°1

PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE, DIVERSIFIÉE
ET DURABLE

Cet objectif sera poursuivi en premier lieu par l'intensification raisonnée des systèmes de production (mise au point et diffusion de technologies performantes et adaptées) et l'augmentation des superficies irriguées. Parallèlement, l'environnement économique et institutionnel de la production sera amélioré à travers le développement des services de proximité aux producteurs (approvisionnement, organisation, épargne-crédit, appui conseil, formation) ainsi que la finalisation et l'application effective des textes législatifs régissant le foncier agricole et pastoral. Enfin, la réalisation de cet objectif reposera aussi sur la protection et la valorisation des ressources naturelles sur la base de plans d'aménagement concertés et d'actions de réhabilitation des terres dégradées (plateaux, bassins versants, terres dunaires).

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°2

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT, LA FLUIDIFICATION ET
L'INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE DES MARCHÉS NATIONAUX

Cet objectif sera poursuivi en recherchant une meilleure régulation des marchés, qui résultera de plusieurs actions complémentaires : ventes à prix modérés, intensification des échanges nationaux et régionaux, développement de la conservation et de la transformation des produits.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°3

AMÉLIORER DURABLEMENT LES CONDITIONS D'ACCÈS DES GROUPES
ET ZONES VULNÉRABLES À L'ALIMENTATION
ET AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

L'amélioration et la stabilisation des revenus des producteurs constitue le premier résultat recherché pour atteindre cet objectif. Elles résulteront de la conjonction de plusieurs facteurs : l'amélioration des performances des opérateurs et de la compétitivité des filières, le renforcement des capacités des organisations de base à assurer la commercialisation primaire et, enfin, le désenclavement des zones rurales par la construction et l'entretien de pistes rurales et la promotion de moyens de transport intermédiaires. Parallèlement, le développement en milieu rural de systèmes financiers décentralisés viables sera favorisé. Enfin, une attention particulière sera apportée à la promotion de la consommation des produits alimentaires à haute valeur nutritive, à travers plusieurs actions : vulgarisation de la production et de la consommation d'aliments riches en vitamines, protéines ou micro nutriments ; promotion de l'allaitement maternel, amélioration de la qualité et de l'innocuité des aliments, etc.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°4

AMÉLIORER LES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES
CONJONCTURELLES, EN COHÉRENCE AVEC LA CONSTRUCTION DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE STRUCTURELLE

La réalisation de cet objectif reposera, tout d'abord, sur une amélioration de l'efficacité des différents instruments relevant du dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires : le système d'alerte précoce (SAP) et les systèmes d'information sur les marchés (SIM), le stock national de sécurité géré par l'OPVN, le fonds de sécurité alimentaire (FSA) et le fonds commun des donateurs (FCD). Elle résultera également du développement des capacités locales à prévenir et atténuer les crises, d'un renforcement de la protection contre les fléaux majeurs des cultures et, enfin, d'une meilleure coordination des aides alimentaires et des importations.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°5

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS ET PROMOUVOIR UNE
BONNE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le renforcement des capacités des acteurs sera un résultat attendu, transversal à la plupart des actions définies dans le cadre des quatre premiers objectifs de la stratégie, notamment celles relatives à la gestion des ressources naturelles, à la prévention des crises alimentaires, à la commercialisation primaire et au développement des systèmes financiers décentralisés.

Par ailleurs, le dispositif institutionnel de mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire sera conçu de manière à ce que les préoccupations de tous les acteurs (Etat, partenaires au développement, opérateurs privés, organisations de la société civile...) puissent être réellement prises en compte.

